

Rapport financier 2009 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom Verchères

Code géographique 59025 **Code** 01

Type d'organisme municipal Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés	S4 - S25
Renseignements non vérifiés consolidés	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel vérifié	S31 - S34
Autres renseignements non vérifiés	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), LUC FORCIER, atteste la véracité du rapport financier
consolidé de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.
(Nom de l'organisme)

Date 2010-03-08 Signature _____

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés	
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements non vérifiés consolidés	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES au 31 décembre 2009 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés
Société en nom collectif
Comptables agréés

Robert Brunelle, CA auditeur

LIEU Montréal

DATE 2010-03-08

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

LIEU _____

DATE _____

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>Réalisations 2008</u>	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 226 890	5 366 764	5 451 113			5 451 113
Paiements tenant lieu de taxes	2	47 975	49 080	48 513			48 513
Quotes-parts	3					923 210	
Transferts	4	200 741	140 306	179 983		155 305	335 288
Services rendus	5	193 913	154 350	240 280		422 297	662 577
Imposition de droits	6	301 879	241 000	254 221			254 221
Amendes et pénalités	7	7 324	5 000	14 941		122 854	137 795
Intérêts	8	95 486	70 000	53 183		5 449	58 632
Autres revenus	9	62 613	20 000	37 747		1 328	39 075
	10	6 136 821	6 046 500	6 279 981		1 630 443	6 987 214
Investissement							
Taxes	11			35 991			35 991
Quotes-parts	12					2 344	
Transferts	13			500 380		14 103	514 483
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	607 552		470 980			470 980
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	607 552		1 007 351		16 447	1 021 454
	18	6 744 373	6 046 500	7 287 332		1 646 890	8 008 668
Charges							
Administration générale	19	727 560	821 870	831 598	64 411		896 009
Sécurité publique	20	912 255	983 370	995 093	90 473	907 836	1 216 384
Transport	21	786 316	799 800	760 990	191 845	665 750	1 470 049
Hygiène du milieu	22	1 277 869	1 416 960	1 327 579	536 697		1 864 276
Santé et bien-être	23	67 543	77 500	95 396			95 396
Aménagement, urbanisme et développement	24	212 689	228 070	220 929	841		221 770
Loisirs et culture	25	902 911	927 700	897 748	80 111		977 859
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	123 727	292 900	192 186		12 857	205 043
Amortissement des immobilisations	28	856 562	869 500	964 378	(964 378)		
	29	5 867 432	6 417 670	6 285 897		1 586 443	6 946 786
Excédent (déficit) de l'exercice	30	876 941	(371 170)	1 001 435		60 447	1 061 882

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	876 941	(371 170)	1 001 435	60 447		1 061 882	
Moins: revenus d'investissement	2	(607 552)	()	(1 007 351)	(16 447)	()	(1 021 454)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	269 389	(371 170)	(5 916)	44 000		40 428	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	856 562	869 500	964 378	49 575		1 013 953	
Produit de cession	5				1 107		1 107	
(Gain) perte sur cession	6				490		490	
Réduction de valeur	7							
	8	856 562	869 500	964 378	51 172		1 015 550	
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(233 767)	(332 430)	(226 112)	(24 634)	()	(250 746)	
	18	(233 767)	(332 430)	(226 112)	(24 634)		(250 746)	
Affectations								
Activités d'investissement	19	(497 300)	(196 000)	(333 402)	(7 564)	()	(338 622)	
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		60 000	60 000			60 000	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	161 676	(29 900)	(4 607)	32 695		28 088	
Montant à pourvoir dans le futur	22				1 762		1 762	
Financement des investissements en cours	23							
	24	(335 624)	(165 900)	(278 009)	26 893		(248 772)	
	25	287 171	371 170	460 257	53 431		516 032	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	556 560		454 341	97 431		556 460	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	607 552				1 007 351	16 447	1 021 454
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(24 943)	(35 000)	(15 275)	()	()	()	(15 275)
Sécurité publique	3	(1 076 273)	(22 000)	(720 118)	(42 934)	()	()	(763 052)
Transport	4	(1 197 254)	(90 000)	(1 619 628)	(186 131)	()	()	(1 805 759)
Hygiène du milieu	5	(143 427)	(20 000)	(254 311)	()	()	()	(254 311)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(243 254)	(29 000)	(68 661)	()	()	()	(68 661)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()	()
	10	(2 685 151)	(196 000)	(2 677 993)	(229 065)	()	()	(2 907 058)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12							
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	341 100		2 509 000		15 454		2 524 454
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	497 300	196 000	333 402		7 564		338 622
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15	60 000						
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			20 000		27 358		47 358
	17	557 300	196 000	353 402		34 922		385 980
	18	(1 786 751)		184 409		(178 689)		3 376
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(1 179 199)		1 191 760		(162 242)		1 024 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	876 941		(371 170)		1 001 435	60 447	1 061 882
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(2 685 151)	(196 000)	(2 677 993)	(229 065)	(2 907 058)
Produit de cession	3						1 107	1 107
Amortissement	4	856 562		869 500		964 378	49 575	1 013 953
(Gain) perte sur cession	5						490	490
Réduction de valeur	6							
	7	(1 828 589)		673 500		(1 713 615)	(177 893)	(1 891 508)
Variation des propriétés destinées à la vente								
	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(13 285)				(12 600)	449	(12 151)
Variation des autres actifs non financiers	10	(22 005)				(33 254)	(1 852)	(35 106)
	11	(35 290)				(45 854)	(1 403)	(47 257)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(986 938)		302 330		(758 034)	(118 849)	(876 883)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice								
	13	(1 457 154)				(2 566 125)	119 517	(2 446 608)
Redressement aux exercices antérieurs	14	(122 033)						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(1 579 187)				(2 566 125)	119 517	(2 446 608)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(2 566 125)		302 330		(3 324 159)	668	(3 323 491)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>2008</u>		<u>2009</u>		<u>2008</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse (note 4)	1	1 085 059	1 483 429	134 812	1 618 241	1 230 904
Placements temporaires (note 4)	2			170 560	170 560	70 181
Débiteurs (note 5)	3	546 242	1 311 565	248 203	1 559 768	743 488
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8			74 008	74 008	66 892
	9	1 631 301	2 794 994	627 583	3 422 577	2 111 465
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					4 400
Emprunts temporaires	11	725 674	868 140	275 722	1 143 862	725 674
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 100 703	820 764	260 122	1 080 886	1 368 774
Revenus reportés (note 11)	13	230 467	6 779	754	7 533	231 244
Dette à long terme (note 12)	14	2 140 582	4 423 470	42 166	4 465 636	2 191 928
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			48 151	48 151	36 053
	16	4 197 426	6 119 153	626 915	6 746 068	4 558 073
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 566 125)	(3 324 159)	668	(3 323 491)	(2 446 608)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	17 983 437	19 697 410	382 604	20 080 014	18 188 148
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19					
Stocks de fournitures	20	56 400	69 000	3 987	72 987	60 836
Autres actifs non financiers (note 15)	21	103 490	136 744	8 651	145 395	110 289
	22	18 143 327	19 903 154	395 242	20 298 396	18 359 273
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	878 530	1 272 871	134 043	1 406 914	964 042
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	376 116	360 723	70 024	430 747	460 815
Montant à pourvoir dans le futur	25			(34 948)	(34 948)	(36 710)
Financement des investissements en cours	26	(1 520 299)	(328 539)	(187 654)	(516 193)	(1 538 594)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	15 842 855	15 273 940	414 445	15 688 385	16 063 112
	28	15 577 202	16 578 995	395 910	16 974 905	15 912 665

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Réalizations 2008		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	876 941	1 001 435	60 447	1 061 882
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	856 562	964 378	49 575	1 013 953
Autres	3			491	491
-	4				
	5	1 733 503	1 965 813	110 513	2 076 326
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	3 797	(765 323)	(50 957)	(816 280)
Autres actifs financiers	7			(7 116)	(7 116)
Créditeurs et charges à payer	8	619 353	(279 939)	(7 949)	(287 888)
Revenus reportés	9	227 712	(223 688)	(23)	(223 711)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			12 097	12 097
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(12 000)	(12 600)	449	(12 151)
Autres actifs non financiers	13	(24 372)	(33 254)	(1 852)	(35 106)
	14	2 547 993	651 009	55 162	706 171
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(2 685 151)	(2 677 993)	(229 065)	(2 907 058)
Produit de cession	16			1 107	1 107
	17	(2 685 151)	(2 677 993)	(227 958)	(2 905 951)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18				
Remboursement ou cession	19				
	20				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	21	341 100	2 509 000	15 124	2 524 124
Remboursement de la dette à long terme	22	(233 767)	(226 112)	(24 304)	(250 416)
Variation nette des emprunts temporaires	23	323 236	142 466	275 722	418 188
Autres					
- Variation nette des frais reportés liés à la de	24				
-	25				
	26	430 569	2 425 354	266 542	2 691 896
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	27	293 411	398 370	93 746	492 116
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	28	791 648	1 085 059	211 626	1 296 685
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	29	1 085 059	1 483 429	305 372	1 788 801

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>Réalisations 2008</u>	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Rémunération	1	1 058 378	1 116 600	1 089 294	629 160	1 718 454
Charges sociales	2	254 133	275 610	259 965	153 137	413 102
Biens et services	3	1 835 671	2 074 630	2 010 658	727 952	2 738 610
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	113 056	285 700	134 548	2 970	137 518
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	10 671	7 200	57 638	9 887	67 525
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 738 961	1 788 430	1 769 416		843 862
Autres	10					
Autres organismes	11				13 762	13 762
Amortissement des immobilisations	12	856 562	869 500	964 378	49 575	1 013 953
Autres	13					
	14	5 867 432	6 417 670	6 285 897	1 586 443	6 946 786

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Réalizations	
		2009	2008
Revenus			
Taxes	1	5 487 104	5 226 890
Paiements tenant lieu de taxes	2	48 513	47 975
Quotes-parts	3		
Transferts	4	849 771	333 904
Services rendus	5	662 577	609 433
Imposition de droits	6	254 221	301 879
Amendes et pénalités	7	137 795	84 220
Intérêts	8	58 632	109 101
Autres revenus	9	510 055	674 558
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	8 008 668	7 387 960
Charges			
Administration générale	12	896 009	775 234
Sécurité publique	13	1 216 384	1 061 219
Transport	14	1 470 049	1 491 864
Hygiène du milieu	15	1 864 276	1 791 289
Santé et bien-être	16	95 396	67 543
Aménagement, urbanisme et développement	17	221 770	212 689
Loisirs et culture	18	977 859	982 712
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	205 043	126 483
	21	6 946 786	6 509 033
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 061 882	878 927
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	15 912 665	15 033 738
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	358	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	15 913 023	15 033 738
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	16 974 905	15 912 665

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8 .

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Réalizations	
		2009	2008
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 061 882	878 927
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(2 907 058)	(2 806 250)
Produit de cession	3	1 107	1 153
Amortissement	4	1 013 953	894 169
(Gain) perte sur cession	5	490	18
Réduction de valeur	6		
	7	(1 891 508)	(1 910 910)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(12 151)	(14 888)
Variation des autres actifs non financiers	10	(35 106)	(20 378)
	11	(47 257)	(35 266)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(876 883)	(1 067 249)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(2 446 608)	(1 257 326)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		(122 033)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(2 446 608)	(1 379 359)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(3 323 491)	(2 446 608)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse (note 4)	1	1 618 241	1 230 904
Placements temporaires (note 4)	2	170 560	70 181
Débiteurs (note 5)	3	1 559 768	743 488
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	74 008	66 892
	9	<u>3 422 577</u>	<u>2 111 465</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		4 400
Emprunts temporaires	11	1 143 862	725 674
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 080 886	1 368 774
Revenus reportés (note 11)	13	7 533	231 244
Dette à long terme (note 12)	14	4 465 636	2 191 928
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	48 151	36 053
	16	<u>6 746 068</u>	<u>4 558 073</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(3 323 491)</u>	<u>(2 446 608)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	20 080 014	18 188 148
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	72 987	60 836
Autres actifs non financiers (note 15)	21	145 395	110 289
	22	<u>20 298 396</u>	<u>18 359 273</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>16 974 905</u>	<u>15 912 665</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 061 882	878 927
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 013 953	894 169
Autres			
-	3	491	1 171
-	4		(427)
	5	2 076 326	1 773 840
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(816 280)	(5 813)
Autres actifs financiers	7	(7 116)	(66 892)
Créditeurs et charges à payer	8	(287 888)	554 525
Revenus reportés	9	(223 711)	227 655
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	12 097	777
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(12 151)	(13 603)
Autres actifs non financiers	13	(35 106)	(22 745)
	14	706 171	2 447 744
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 907 058)	(2 806 250)
Produit de cession	16	1 107	428
	17	(2 905 951)	(2 805 822)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18		
Remboursement ou cession	19		
	20		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	21	2 524 124	390 395
Remboursement de la dette à long terme	22	(250 416)	(258 143)
Variation nette des emprunts temporaires	23	418 188	323 236
Autres			
- Variation nette des frais reportés liés à la dette à long te	24		
-	25		
	26	2 691 896	455 488
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	27	492 116	97 410
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	28	1 296 685	1 199 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	29	1 788 801	1 296 685

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)

Conseil Intermunicipal de transport Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

Régie intermunicipale de la gare Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes d'amortissement, les taux et les périodes indiquées ci-dessous :

	Méthode	Période
Infrastructures	Linéaire	15 à 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15 à 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La dépense de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2009 selon la méthode suivante: Valeur marchande.

Dans la mesure où il existe une provision pour moins-value, les gains et pertes sur l'expérience constatés et ceux résultant des modifications apportées aux dispositions des régimes et aux hypothèses actuarielles sont reconnus immédiatement afin de compenser la variation de la provision pour moins-value découlant du gain ou de la perte actuariel. Les gains et pertes n'ayant pas été ainsi reconnus immédiatement sont amortis sur la DMERCA des participants actifs selon les directives de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent à compter de l'année suivant leur détermination.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent à des dépenses de fonctionnement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Ils sont créés aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs:

* pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

* pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

H) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et les dépenses présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

3. Modification de méthodes comptables

Voir la note 18

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	702 346	375 906
Placements temporaires	2	8 410	8 410
Placements à long terme	3		

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	130 965	118 731
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	2 053	2 053
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	725 139	75 049
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	161 192	132 061
Organismes municipaux	8	85 358	89 503
Autres			
- Droit de mutation et intérêts	9	103 509	119 718
- Autres	10	351 552	206 373
	11	1 559 768	743 488

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	3 080	2 554
---------------------------------------------------------	----	-------	-------

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		2009	2008
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(48 151)	(36 053)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(48 151)</u>	<u>(36 053)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	71 987	64 070
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	43 235	47 446
Autres régimes (REER et autres)	31	541	2 479
Régimes de retraite des élus municipaux	32	285	543
	33	<u>116 048</u>	<u>114 538</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	74 008	66 892
Autres	35		
	36	<u>74 008</u>	<u>66 892</u>
Note			
10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	580 832	1 040 071
Salaires et avantages sociaux	38	110 029	125 463
Dépôts et retenues de garantie	39	299 735	138 836
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette à	42	66 166	62 314
-	43	24 124	2 090
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>1 080 886</u>	<u>1 368 774</u>
Note			
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	2 444	1 240
Transferts	49		
Autres			
- Activités ballet-jazz	50	5 089	4 221
- Taxes d'accise	51		225 783
	52	<u>7 533</u>	<u>231 244</u>
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

						2009	2008
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,50	6,00	2011	2029	53	4 333 320	1 997 820
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,07	6,06	2011	2019	55	90 150	142 762
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,44	8,10	2010	2014	57	42 166	51 346
Autres					58		
					59	4 465 636	2 191 928
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	4 465 636	2 191 928

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2009</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2010	62	70	229 300	78	21 468	87	41 790	95	292 558
2011	63	71	239 400	79	7 731	88	13 900	96	261 031
2012	64	72	244 720	80	6 048	89	6 998	97	257 766
2013	65	73	253 400	81	6 048	90	2 981	98	262 429
2014	66	74	249 700	82	3 634	91	3 014	99	256 348
2015 et +	67	75	3 116 800	83		92	21 467	100	3 138 267
	68	76	4 333 320	84	44 929	93	90 150	101	4 468 399
Intérêts et frais accessoires				85	(2 763)			102	(2 763)
	69	77	4 333 320	86	42 166	94	90 150	103	4 465 636

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104		132		159		186		
Eaux usées	105		133		160		187		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	5 009 627	134	383 300	161		188	5 392 927	
Autres	107	21 197 415	135	1 047 513	162		189	22 244 928	
Réseau d'électricité	108		136		163		190		
Bâtiments	109	1 598 911	137	1 855 352	164		191	3 454 263	
Améliorations locatives	110	10 360	138	21 544	165		192	31 904	
Véhicules	111	979 443	139	37 075	166	4 626	193	1 011 892	
Ameublement et équipement de bureau	112	377 715	140	32 361	167	697	194	409 379	
Machinerie, outillage et équipement divers	113	359 674	141	47 136	168	1 180	195	405 630	
Terrains	114	647 723	142	54 957	169		196	702 680	
Autres	115		143	16 501	170	(37 503)	197	54 004	
	116	<u>30 180 868</u>	144	<u>3 495 739</u>	171	<u>(31 000)</u>	198	<u>33 707 607</u>	
Immobilisations en cours	117	<u>1 577 257</u>	145	<u>(588 681)</u>	172	<u>37 144</u>	199	<u>951 432</u>	
	118	<u>31 758 125</u>	146	<u>2 907 058</u>	173	<u>6 144</u>	200	<u>34 659 039</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119		147		174		201		
Eaux usées	120		148		175		202		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	1 817 865	149	160 566	176		203	1 978 431	
Autres	122	10 247 194	150	557 998	177		204	10 805 192	
Réseau d'électricité	123		151		178		205		
Bâtiments	124	632 465	152	121 523	179		206	753 988	
Améliorations locatives	125	2 386	153	3 898	180		207	6 284	
Véhicules	126	432 575	154	79 995	181	3 991	208	508 579	
Ameublement et équipement de bureau	127	236 987	155	47 271	182	607	209	283 651	
Machinerie, outillage et équipement divers	128	200 505	156	37 302	183	307	210	237 500	
Autres	129		157	5 400	184		211	5 400	
	130	<u>13 569 977</u>	158	<u>1 013 953</u>	185	<u>4 905</u>	212	<u>14 579 025</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>18 188 148</u>					213	<u>20 080 014</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214	82 038	217	7 075	219	4 625	221	84 488	
Amortissement cumulé	215	(33 331)	218	(24 466)	220	(3 991)	222	(53 806)	
Valeur comptable nette	216	<u>48 707</u>					223	<u>30 682</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	74 008	66 892
	227	74 008	66 892
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	74 008	66 892
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229		

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	145 395	98 177
Frais reportés			
-	231		12 112
-	232		
	233	145 395	110 289

Note**16. Engagements contractuels**

a) La municipalité a signé un contrat de cinq ans échéant le 15 avril 2012 pour l'enlèvement de la neige. Les montants à verser annuellement sont de 103 402\$.

b) La municipalité a également signé un contrat de cinq ans échéant le 31 décembre 2011 pour l'exploitation et l'opération de ses usines de filtration, d'épuration et des stations de pompage. Les montants à verser seront de
2010 : 158 000\$
2011 : 166 000\$

c) La contribution de la municipalité à la Communauté métropolitaine de Montréal pour 2010 s'élève à 93 860\$.

d) La municipalité participe au financement de l'Agence métropolitaine de transport. Sa participation pour 2010 s'élève à 44 650\$.

e) En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale de Police Richelieu - St-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 3 304 431\$. Pour pourvoir à ces engagements, la régie devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'équipement: 379 362\$ en 2010, 219 739\$ en 2011, 192 141\$ en 2012, 161 506\$ en 2013 et 106 221\$ en 2014.

Location d'immeuble: 509 762\$ en 2010, 509 762\$ en 2011, 509 762\$ en 2012; 509 762\$ en 2013 et 206 414\$ en 2014

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 2,987%.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

f) Au cours de l'exercice, la régie intermunicipale de la gare de Sorel a contracté une facilité de crédit en vertu d'un règlement d'emprunt totalisant 9 030 000\$ pour la construction d'un bâtiment administratif et d'un garage d'autobus. Les coûts estimés du projet sont de 9 030 000\$, dont 2 245 122\$ avaient été engagés au 31 décembre 2009.

g) La régie intermunicipale s'est engagée par contrat de location-exploitation d'un photocopieur-fax pour une durée de 5 ans se terminant en 2011. Le solde au 31 décembre 2009 s'élève à 7 386\$.

h) Le conseil intermunicipal de transport Sorel-Varenens a signé un contrat de 7 ans échéant le 31 décembre 2011 pour la rémunération du transporteur. Les montants à verser sont calculés selon un tarif variable annuellement par heure de service productive pour chaque véhicule. Le transporteur a droit à une rémunération additionnelle pour tout retard occasionné par suite d'accident, travaux publics et autres événements hors de son contrôle qui excèdent trois minutes. Le contrat contient également une clause de rémunération minimum au transporteur pour chaque véhicule.

i) Le conseil intermunicipal de transport Sorel-Varenens dispose d'un règlement d'emprunt pour un montant de 2 560 000\$ relativement à la construction de deux stationnements pour les usagers du service de transport collectif. Les travaux concernant ce projet sont réalisés par la Régie Intermunicipale de la Gare de Sorel et au 31 décembre 2009, la régie intermunicipale avait déboursée une somme de 879 997\$ relativement à ce projet. À la fin des travaux de construction, les actifs seront transférés au conseil intermunicipal de transport.

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 8,41%.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N.A.

b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de Police Richelieu - St-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,987%.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de Police Richelieu - St-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,987%.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

d) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la municipalité excède les normes en vigueur. La municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Surplus accumulé -

La Régie intermunicipale de Police Richelieu - St-Laurent a adopté la résolution établissant sa politique concernant le surplus accumulé. Ainsi, elle a résolu de répartir le surplus accumulé excédant 250 000 \$ mais le remboursement ne pourra excéder 75% de l'excédent net de l'exercice. Aucun remboursement ne sera permis si le surplus accumulé est inférieur à 250 000 \$. Pour l'exercice 2009, la Régie intermunicipale a adopté une résolution afin de ne rembourser aucun excédent.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,987%.

Il existe un litige avec le transporteur concernant la surcharge relative au coût du carburant pour l'année 2008. La différence entre la demande du transporteur et le montant établi par le conseil intermunicipal de transport Sorel-Varenes est de 119 277\$.

La direction conteste la position du transporteur et croit au bien-fondé de sa position sur la base de la convention en vigueur avec le transporteur.

Toute perte qui résulterait de ce litige serait comptabilisée aux résultats de l'exercice où elle serait déterminée.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 8,41%.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté la norme qui consiste à constater l'amortissement des immobilisations ainsi que les gains ou pertes sur dispositions d'actifs dans les résultats plutôt qu'imputer les montants directement à l'excédent accumulé. Le bénéfice net de 2008 a donc été diminué de 856 562 \$ et l'ajustement n'a eu aucun effet sur les montants reportés de l'excédent accumulé au 31 décembre 2008.

Des redressements ont été nécessaires pour refléter les variations dans les quote-parts des régies intermunicipales faisant partie du périmètre comptable :

État consolidés des résultats 358\$

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité.

Le budget présenté à titre comparatif aux états financiers est consolidé. Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport des vérificateurs ne porte pas sur ces données.

20. Emprunt bancaire

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 4 540 000\$, au taux préférentiel. Le solde de la marge au 31 décembre 2009 s'élève à 868 140\$. Le taux d'intérêt était de 2,00%.

La Régie intermunicipale de Police Richelieu-St-Laurent dispose d'une marge de crédit autorisée de 3 000 000\$ à un taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins en vigueur. Le solde disponible de cette marge de crédit au 31 décembre 2009 est de 3 000 000\$.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,987%.

21. Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des découverts bancaires correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

		2009	2008
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 406 914	964 042
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	430 747	460 815
Montant à pourvoir dans le futur	3	(34 948)	(36 710)
Financement des investissements en cours	4	(516 193)	(1 538 594)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	15 688 385	16 063 112
	6	16 974 905	15 912 665

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
-	7		
- Subv. Rang St-Joseph	8		20 000
- Rachat régime retraite police	9	11 948	11 948
- Amél locale police	10		9 260
- caisse retraite police	11	18 316	18 316
- aff. budget CIT	12		16 820
- Aff Budget CIT	13	21 025	
- Aff. vente CIT	14		325
- Aff. déficit Métro	15	2 779	2 761
-	16		
	17	54 068	79 430
Réserves financières			
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
	24		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	217 336	237 912
Fonds parcs et terrains de jeux	26	3 909	3 409
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27		
Société québécoise d'assainissement des eaux	28	10 312	24 335
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29		
Fonds d'amortissement	30		
Financement des activités de fonctionnement	31		507
Autres			
- Fond boues usine d'épuration	32	145 122	115 222
-	33		
- Fond roulement Régie Police	34		
-	35		
	36	376 679	381 385
	37	430 747	460 815

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	38	
Intérêts sur la dette à long terme	39	
Élections	40	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	41	34 948
Régimes non capitalisés	42	36 710
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	43	
Régimes non capitalisés	44	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	45	
Autres		
-	46	
-	47	
	48	34 948
		36 710
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	49	
Investissements à financer	50 (516 193) (
	51	(516 193) (
		1 538 594)
		(1 538 594)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	52	20 080 014
Propriétés destinées à la revente	53	74 008
Prêts	54	
Placements à titre d'investissement	55	
Participations dans des entreprises municipales	56	
	57	20 154 022
		18 255 040
Éléments de passif		
Dette à long terme	58	4 465 636
Frais reportés liés à la dette à long terme	59	2 191 928
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	60 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	61 () (
	62	4 465 636
		2 191 928
Dette en cours de refinancement et autres éléments	63	1
	64	4 465 637
		2 191 928
	65	15 688 385
		16 063 112

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposé aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

1. Date d'entrée en vigueur du régime
Le 1er janvier 2008.

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008 :
En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008 :

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire)

Sa rente est alors réduite de 1/3 % par mois (4 % par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008 :

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008 :

2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008 :

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008 :

0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

(exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleures salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications)

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes :

- a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
 - b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).
- De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

- a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

- b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

- a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

- b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er juillet 2005

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2 %. (Exception: Pour les employés de bureau et les préposés aux communications: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté sur les années futures).

9. Règle du 50 % (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

- a) Cotisations salariales

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008 :

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008 :

- a) Policiers syndiqués: 9 % du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100 % des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs	2009	2008
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (36 053)	(35 276)
Charge de l'exercice	5 (71 987)	(64 070)
Cotisations versées par l'employeur	6 59 889	63 293
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(48 151)</u>	<u>(36 053)</u>
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 1 184 405	884 152
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (1 260 633)	(1 095 841)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(76 228)</u>	<u>(211 689)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>28 077</u>	<u>175 636</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (48 151)	(36 053)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(48 151)</u>	<u>(36 053)</u>
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 1 184 405	884 152
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (1 260 633)	(1 095 841)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(76 228)</u>	<u>(211 689)</u>
 Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 146 632	94 568
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>146 632</u>	<u>26 166</u>
Cotisations salariales des employés	21 87 698	120 734
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	(57 888)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 58 934	62 846
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 3 166	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	81 512
Variation de la provision pour moins-value	27	(79 604)
Autres :	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>62 100</u>	<u>64 754</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 <u>76 796</u>	<u>65 759</u>
Rendement espéré des actifs	33 (66 909)	(66 443)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>9 887</u>	<u>(684)</u>
Charge de l'exercice	35 <u>71 987</u>	<u>64 070</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 54 304	(186 090)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (66 909)	(6 703)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (12 605)	(192 793)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 30 766	(4 615)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 27 869	24 912
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 161 853	884
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs

	2009	2008
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 43 235	47 446

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2009	2008
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>541</u>	<u>2 479</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2009	2008
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94 <u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2009	2008
Cotisations des élus au RREM	95 <u>85</u>	<u>161</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 285	543
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 _____	_____
	98 <u>285</u>	<u>543</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

		Secteurs		Ensemble		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	866 285	20	3 599 351	39	4 465 636
Ajouter						
Activités d'investissement à financer	2		21	187 654	40	187 654
Activités de fonctionnement à financer	3		22		41	
Dettes en cours de refinancement	4		23		42	
Autres						
-	5		24		43	
-	6		25		44	
Déduire						
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme						
Excédent accumulé	7		26		45	
Débiteurs	8		27		46	
Autres montants	9		28		47	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		29		48	
Autres déductions						
-	11		30		49	
-	12		31		50	
Endettement net à long terme	13	866 285	32	3 787 005	51	4 653 290
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	14		33	37 265	52	37 265
Communauté métropolitaine	15		34	34 070	53	34 070
Autres organismes	16		35	41 644	54	41 644
	17		36	112 979	55	112 979
Endettement total net à long terme	18	866 285	37	3 899 984	56	4 766 269
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19		38		57	

RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS CONSOLIDÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 798 452	3 853 516	3 661 897
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4		35 991	35 991
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	144 195	146 526	141 047
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 942 647	4 036 033	3 802 944
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	475 340	487 648	474 710
Égout	11	320 000	323 983	309 439
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	544 775	546 919	536 954
Autres				
-cours d'eau	14		3 811	2 244
-Achat bacs roulants -	15		5 215	9 225
-Païement comptant	16		8 126	1 259
Service de la dette	17	84 002	75 369	90 115
Activités de fonctionnement	18			
Activités d'investissement	19			
	20	1 424 117	1 451 071	1 423 946
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	21			
Autres	22			
	23			
	24	1 424 117	1 451 071	1 423 946
	25	5 366 764	5 487 104	5 226 890

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	26			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	27			
Taxes d'affaires	28			
Compensations pour les terres publiques	29			
	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	9 800	10 228	10 112
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	34 000	33 315	33 075
	34	43 800	43 543	43 187
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	35			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	36			
Taxes d'affaires	37			
Biens culturels classés	38	280	394	386
	39	280	394	386
	40	44 080	43 937	43 573
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	5 000	4 576	4 402
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	5 000	4 576	4 402
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	49 080	48 513	47 975

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
TRANSFERTS				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	52			
Péréquation	53			
Réorganisation municipale	54			
Neutralité	55			
Diversification des revenus	56			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	57	85 700	85 850	85 850
Programme d'aide financière aux MRC	58			
Autres	59			
	60	85 700	85 850	75 000
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS				
Administration générale	61			
Sécurité publique				
Police	62			
Sécurité incendie	63			
Sécurité civile	64			
Autres	65			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	66		9 500	10 500
Enlèvement de la neige	67			
Autres	68			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	69		169 408	133 163
Transport adapté	70			
Transport scolaire	71			
Autres	72			
Transport aérien	73			
Transport par eau	74			
Autres	75			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	76			
Réseau de distribution de l'eau potable	77	23 106	539 413	72 818
Traitement des eaux usées	78			
Réseaux d'égout	79			
Matières résiduelles	80	30 000	41 295	38 605
Cours d'eau	81			
Protection de l'environnement	82			
Autres	83			
Santé et bien-être				
Logement social	84			
Sécurité du revenu	85			
Autres	86			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	87			
Rénovation urbaine	88			
Promotion et développement économique	89			
Autres	90			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	91		3 510	2 550
Activités culturelles				
Bibliothèques	92	1 500	795	1 268
Autres	93			
Réseau d'électricité	94			
	95	54 606	594 513	763 921
	96	140 306	680 363	849 771
				258 904
				333 904

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Évaluation	97			
Autres	98	17 551	65 734	57 215
	99	17 551	65 734	57 215
Sécurité publique				
Police	100			
Sécurité incendie	101	36 000	43 876	30 666
Sécurité civile	102			
Autres	103			
	104	36 000	43 876	30 666
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	105			
Enlèvement de la neige	106	5 000	15 467	11 417
Autres	107			
Transport collectif	108		11 716	11 931
Autres	109			
	110	5 000	15 467	23 348
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	111	1 000	1 063	1 063
Réseau de distribution de l'eau potable	112			
Traitement des eaux usées	113			
Réseaux d'égout	114			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques	115			
Matières secondaires	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			
	121	1 000	1 063	1 063
Santé et bien-être				
Logement social	122			
Autres	123			
	124			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	125			
Rénovation urbaine	126			
Promotion et développement économique	127			
Autres	128			
	129			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	130			
Activités culturelles				
Bibliothèques	131			
Autres	132			
	133			
Réseau d'électricité	134			
	135	42 000	77 957	111 229

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	136			
Sécurité publique	137	7 971	32 473	20 491
Transport				
Réseau routier	138			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	139		337 896	325 883
Transport adapté	140			
Transport scolaire	141			
Autres	142			
Autres	143			
Hygiène du milieu	144	5 877	5 877	3 400
Santé et bien-être	145			
Aménagement, urbanisme et développement	146			
Loisirs et culture	147	112 350	148 475	148 430
Réseau d'électricité	148			
	149	112 350	162 323	498 204
TOTAL DES SERVICES RENDUS	150	154 350	240 280	609 433
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	151	21 000	21 265	22 348
Droits de mutation immobilière	152	220 000	232 956	279 531
Droits sur les carrières et sablières	153			
Autres	154			
	155	241 000	254 221	301 879
AMENDES ET PÉNALITÉS	156	5 000	14 941	84 220
INTÉRÊTS	157	70 000	53 183	109 101
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	158		(490)	(18)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	159			
Gain (perte) sur cession de placements	160			
Contributions des promoteurs	161		470 980	607 552
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	162			
Contributions des organismes municipaux	163			
Autres	164	20 000	37 747	67 024
	165	20 000	508 727	674 558

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2009	Réalizations 2009			Réalizations 2009	Réalizations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	87 610	81 852		81 852	81 729
Application de la loi	2	66 140	85 831		85 831	101 077
Gestion financière et administrative	3	391 950	399 718		399 718	370 535
Greffe	4	99 950	55 533		55 533	33 514
Évaluation	5	62 900	65 901		65 901	57 000
Gestion du personnel	6	10 000	9 021		9 021	9 953
Autres	7	103 320	133 742	64 411	198 153	121 426
	8	821 870	831 598	64 411	896 009	775 234
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	786 100	778 290		778 290	839 298
Sécurité incendie	10	194 770	216 290	90 473	306 763	218 860
Sécurité civile	11	2 500	513		513	3 061
Autres	12					
	13	983 370	995 093	90 473	1 085 566	1 061 219
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	373 000	342 788	176 351	519 139	528 369
Enlèvement de la neige	15	211 600	205 561	9 018	214 579	248 954
Éclairage des rues	16	31 000	34 608	6 476	41 084	36 059
Circulation et stationnement	17	5 000	3 325		3 325	(26)
Transport collectif						
Transport en commun	18	179 200	174 708		174 708	678 508
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	799 800	760 990	191 845	952 835	1 491 864

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2009	Réalizations 2009		Total	Réalizations 2009	Réalizations 2008	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	312 000	309 180	103 765	412 945	412 945	386 099
Réseau de distribution de l'eau potable	24	146 900	132 980	91 395	224 375	224 375	222 515
Traitement des eaux usées	25	185 400	128 188	143 820	272 008	272 008	268 404
Réseaux d'égout	26	169 600	166 612	186 070	352 682	352 682	318 947
Matières résiduelles							
Déchets domestiques							
Cueillette et transport	27	197 410	202 286		202 286	202 286	236 363
Élimination	28	189 280	189 283		189 283	189 283	180 706
Matières secondaires							
Cueillette et transport	29	101 750	101 374		101 374	101 374	83 789
Traitement	30	44 250	44 592		44 592	44 592	42 832
Élimination des matériaux secs	31	48 070	27 069		27 069	27 069	13 402
Plan de gestion	32						
Cours d'eau	33	22 300	26 015	11 647	37 662	37 662	38 232
Protection de l'environnement	34						
Autres	35						
	36	1 416 960	1 327 579	536 697	1 864 276	1 864 276	1 791 289
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	37	52 500	52 887		52 887	52 887	49 582
Sécurité du revenu	38						
Autres	39	25 000	42 509		42 509	42 509	17 961
	40	77 500	95 396		95 396	95 396	67 543
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	41	160 440	160 684	841	161 525	161 525	161 574
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	42						
Autres biens	43						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	44	40 430	36 962		36 962	36 962	34 878
Tourisme	45	19 200	15 736		15 736	15 736	10 214
Autres	46	8 000	7 547		7 547	7 547	6 023
Autres	47						
	48	228 070	220 929	841	221 770	221 770	212 689

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2009	Réalizations 2009			Réalizations 2009	Réalizations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	49	58 000	60 626		60 626	54 773
Patinoires intérieures et extérieures	50	52 900	48 150	2 368	50 518	48 700
Piscines, plages et ports de plaisance	51	79 600	54 799	6 112	60 911	65 619
Parcs et terrains de jeux	52	271 600	269 238	32 515	301 753	314 172
Parcs régionaux	53					
Expositions et foires	54					
Autres	55	239 600	236 336		236 336	240 229
	56	701 700	669 149	40 995	710 144	723 493
Activités culturelles						
Centres communautaires	57					
Bibliothèques	58	159 200	150 194	39 116	189 310	190 721
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	59	1 500	2 934		2 934	1 792
Autres ressources du patrimoine	60	3 000	3 113		3 113	775
Autres	61	62 300	72 358		72 358	65 931
	62	226 000	228 599	39 116	267 715	259 219
	63	927 700	897 748	80 111	977 859	982 712
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	64					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	65	285 700	134 548		134 548	115 809
Autres frais	66					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	67				9 887	
Autres	68	7 200	57 638		57 638	10 674
	69	292 900	192 186		192 186	126 483
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	70	869 500	964 378	(964 378)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel vérifié	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non vérifiés	
Consolidés	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Non consolidés	
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité Eau et égout	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE OU GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES, de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que la municipalité a respecté les dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Municipalité de Verchères de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est établi, à tous égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés
Société en nom collectif
Comptables agréés

Robert Brunelle, CA auditeur

LIEU Montréal

DATE 2010-03-08

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>5 487 104</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) (LFM)	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>5 487 104</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	5 487 104
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>5 487 104</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	164 013	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	8	<u> </u>	9 <u>164 013</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	<u>5 323 091</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2009 ²	1	420 780 600
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2009 ²	2	425 080 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	422 930 600

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	5 323 091
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	422 930 600
Taux global de taxation réel de 2009	6	1 , 2 5 8 6 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2009 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2009 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		254 310	232 585
Usines de traitement de l'eau potable	2	20 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			120 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	80 000	1 514 788	991 641
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	10 000		48 100
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	22 000		
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	20 000	752 202	23 810
Édifices communautaires et récréatifs	14			16 527
Améliorations locatives	15			21 544
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		17 800	47 035
Ameublement et équipement de bureau	18	15 000	15 275	27 525
Machinerie, outillage et équipement divers	19	29 000	1 954	64 919
Terrains	20		54 957	160 000
Autres	21		66 707	953 009
	22	196 000	2 677 993	2 685 151

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		254 310	254 310
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			232 585
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			120 000

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Ajouter		Déduire		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 997 820	22	2 509 000	43	173 500	64	4 333 320
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		23		44		65	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	142 762	24		45	52 612	66	90 150
Organismes municipaux	4		25		46		67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	51 346	26	15 124	47	24 304	68	42 166
Autres	6		27		48		69	
	7	2 191 928	28	2 524 124	49	250 416	70	4 465 636
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		29		50		71	
Réserves financières et fonds réservés	9		30		51		72	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	1 752 182	31	64 000	52	195 012	73	1 621 170
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	439 746	32	2 460 124	53	55 404	74	2 844 466
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		33		54		75	
	13	2 191 928	34	2 524 124	55	250 416	76	4 465 636
Par les tiers								
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		35		56		77	
Organismes municipaux	15		36		57		78	
Autres tiers	16		37		58		79	
Autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme								
	17		38		59		80	
	18		39		60		81	
	19	2 191 928	40	2 524 124	61	250 416	82	4 465 636
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Dettes en cours de refinancement	20		41		62		83	
	21	2 191 928	42	2 524 124	63	250 416	84	4 465 636

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
Administration générale					
Application de la loi	1	16 140	16 146	16 146	21 044
Évaluation	2	62 300	52 582	52 582	56 362
Autres	3	57 520	58 301	58 301	51 783
Sécurité publique					
Police	4	767 500	767 486	(9 532)	9 342
Sécurité incendie	5	4 040	3 886	3 886	3 590
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	177 700	174 154	25 618	40 481
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	580 760	564 604	564 604	557 094
Cours d'eau	13	22 300	22 456	22 456	24 872
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	45 000	46 930	46 930	49 581
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	9 340	18 552	18 552	10 384
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	22 830	21 339	21 339	19 806
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	23 000	22 980	22 980	21 553
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 788 430	1 769 416	843 862	865 892

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Effectifs personnes/ année ¹		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	8,00	11	40	18	428 698	28	116 209	38	544 907
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	4,50	13	32,5	20	155 768	30	41 865	40	197 633
Cols bleus	4	11,00	14	40	21	347 833	31	87 598	41	435 431
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	3,00	16	40	23	95 284	33	11 236	43	106 520
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	26,50			25	1 027 583	35	256 908	45	1 284 491
Élus	9	7,00			26	61 711	36	3 057	46	64 768
	10	33,50			27	1 089 294	37	259 965	47	1 349 259

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Revenus de transfert				Total
	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada		
	Fonctionnement	Investissement			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52		60	
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	22 851	61	22 851
Traitement des eaux usées	50	54		62	
Réseaux d'égout	51	55		63	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Évaluation	1	65 901	26		51	65 901	76		101	65 901	126	
Autres	2	765 697	27	64 411	52	830 108	77	17 751	102	812 357	127	22 043
	3	831 598	28	64 411	53	896 009	78	17 751	103	878 258	128	22 043
Sécurité publique												
Police	4	778 290	29		54	778 290	79		104	778 290	129	
Sécurité incendie	5	216 290	30	90 473	55	306 763	80	51 645	105	255 118	130	74 667
Sécurité civile	6	513	31		56	513	81		106	513	131	
Autres	7		32		57		82		107		132	
	8	995 093	33	90 473	58	1 085 566	83	51 645	108	1 033 921	133	74 667
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	9	342 788	34	176 351	59	519 139	84		109	519 139	134	14 205
Enlèvement de la neige	10	205 561	35	9 018	60	214 579	85	15 467	110	199 112	135	3 261
Autres	11	37 933	36	6 476	61	44 409	86		111	44 409	136	
Transport collectif	12	174 708	37		62	174 708	87		112	174 708	137	
Autres	13		38		63		88		113		138	
	14	760 990	39	191 845	64	952 835	89	15 467	114	937 368	139	17 466
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15	309 180	40	103 765	65	412 945	90	1 063	115	411 882	140	3 944
Réseau de distribution de l'eau potable	16	132 980	41	91 395	66	224 375	91		116	224 375	141	34 796
Traitement des eaux usées	17	128 188	42	143 820	67	272 008	92		117	272 008	142	5 624
Réseaux d'égout	18	166 612	43	186 070	68	352 682	93	5 877	118	346 805	143	11 173
Matières résiduelles												
Déchets domestiques	19	391 569	44		69	391 569	94		119	391 569	144	
Matières secondaires	20	145 966	45		70	145 966	95		120	145 966	145	
Autres	21	27 069	46		71	27 069	96		121	27 069	146	
Cours d'eau	22	26 015	47	11 647	72	37 662	97		122	37 662	147	12 543
Protection de l'environnement	23		48		73		98		123		148	
Autres	24		49		74		99		124		149	
	25	1 327 579	50	536 697	75	1 864 276	100	6 940	125	1 857 336	150	68 080

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être											
Logement social	151	52 887	166	181	52 887	196	211		52 887	226	
Sécurité du revenu	152		167	182		197	212			227	
Autres	153	42 509	168	183	42 509	198	213		42 509	228	
	154	95 396	169	184	95 396	199	214		95 396	229	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	155	160 684	170	841	161 525	200	215		161 525	230	
Rénovation urbaine	156		171	186		201	216			231	
Promotion et développement économique	157	60 245	172	187	60 245	202	217		60 245	232	
Autres	158		173	188		203	218			233	
	159	220 929	174	841	221 770	204	219		221 770	234	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	160	669 149	175	40 995	710 144	205	81 744	220	628 400	235	5 903
Activités culturelles											
Bibliothèques	161	150 194	176	39 116	189 310	206	5 583	221	183 727	236	4 027
Autres	162	78 405	177	192	78 405	207	61 150	222	17 255	237	
	163	897 748	178	80 111	977 859	208	148 477	223	829 382	238	9 930
Réseau d'électricité											
	164		179	194		209	224			239	
	165	5 129 333	180	964 378	6 093 711	210	240 280	225	5 853 431	240	192 186

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 677 993	2 685 151
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 677 993	2 685 151

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	1 878 530	621 970
Redressement aux exercices antérieurs	2	
Solde redressé au début de l'exercice	3 878 530	621 970
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4 454 341	556 560
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	5 (60 000)	
Activités d'investissement	6	(60 000)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(240 000)
Montant à pourvoir dans le futur	8	
Financement des investissements en cours	9	
	10 394 341	256 560
Solde à la fin de l'exercice	11 1 272 871	878 530
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	12 376 116	297 792
Redressement aux exercices antérieurs	13	
Solde redressé au début de l'exercice	14 376 116	297 792
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	15 4 607	(161 676)
Activités d'investissement	16 (20 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	240 000
Financement des investissements en cours	18	
	19 (15 393)	78 324
Solde à la fin de l'exercice	20 360 723	376 116
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	25 ()	()
Régimes non capitalisés	26 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	27 ()	()
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
Diminution de l'exercice	30	
	31	
Solde à la fin de l'exercice	32 ()	()

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	33 (1 520 299)	(341 100)
Redressement aux exercices antérieurs	34	
Solde redressé au début de l'exercice	35 (1 520 299)	(341 100)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	36 1 191 760	(1 179 199)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	37	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40 1 191 760	(1 179 199)
Solde à la fin de l'exercice	41 (328 539)	(1 520 299)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	42 15 842 855	14 121 599
Redressement aux exercices antérieurs	43	
Solde redressé au début de l'exercice	44 15 842 855	14 121 599
Variation de l'exercice	45 (568 915)	1 721 256
Solde à la fin de l'exercice	46 15 273 940	15 842 855

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009		2008
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	\$					
Taxe foncière générale (taux variés)											
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	1	,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	1	,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	,	<input type="text"/>	\$				
<hr/>											
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)											
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
<hr/>											
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)											
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
<hr/>											
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)											
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/>	<input type="text"/>		,	<input type="text"/>	\$				

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 6 0	, 0 0 \$
Égout	2	1 3 5	, 0 0 \$
Eau et égout	3		, \$
Traitement des eaux usées	4		, \$
Matières résiduelles	5	2 2 5	, 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Usine de Filtration et Aqueduc	,0218	1	
Usine d'épuration et égout	,0194	1	
Règl. 98-97 #1 Pierre-Boisseau	,9544	2	
Règl. 98-97 #2 Pierre-Boisseau	,3397	2	
Règl. 137-90 Pierre-Joffrion	,4351	2	
Règl. 179-92 #1 Égout Calixa-Lavallée	,0672	2	
Règl. 179-92 #2 Égout général bassin	,0483	2	
Règl. 217-95 Duvernay secteur Pont	,3535	2	
Règl. 255-98 J.-B. et St-Antoine	,3371	2	
Règl. 256-98 Marie-Victorin (101-335)	125,3700	7	Nombre d'entrée d'eau
Règl. 305-2000 Bassin rue Dansereau	,0476	2	
Règl. 310-2000 Rue de l'industrie	,1218	2	
Règl. 371-2004 Rue Hébert	588,5100	7	Nombre d'entrée d'eau
Règl. 401-2006 Rue Dulude	,0289	2	
Règl. 399-2006 et 405-2007 M-Victorin	190,9400	7	nombre d'unité
Règl. 399 - 405 Terrain Cusson	659,7400	7	nombre d'unité
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	,0110	2	
Règl. 417-2008 Aqueduc Rg. St-Joseph #1	1 151,9400	7	nombre d'unité
Règl. 417-2008 Aqueduc Rg. St-Joseph #2	986,1300	7	nombre d'unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2009	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2009 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2009 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	299 422	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	10	20 <input type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 581 Marie-Victorin
(no) (rue)
 Verchères
(Municipalité) J0L 2R0
(Code postal)

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@ville.vercheres.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Luc Forcier

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lforcier@ville.vercheres.qc.ca

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés

Titre Comptable agréé

Adresse 4510 Papineau
(no) (rue)
 Montréal
(Municipalité) H2H 1V1
(Code postal)

Téléphone (514) 521-4077
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) _____
(Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2011

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2009

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2011 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé de
 _____ (Nom)
 Verchères _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, déposé lors
 _____ (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 _____ (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 _____ (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 061 882 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 5 323 091 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2010-06-01 11:08:23

Réservé au ministère

16 974 905	1 061 882	5 323 091	1,2586
------------	-----------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2009 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)